

SPUQ INFO

BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL



Numéro spécial : conférence de presse du corps professoral – 17 février 2016 //

// MICHÈLE NEVERT, présidente

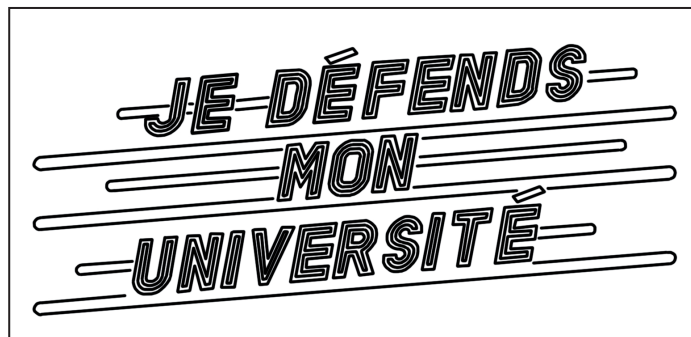
À l'annonce de compressions budgétaires supplémentaires, les professeurs et professeures de l'UQAM sont inquiets pour la poursuite de la mission universitaire.

Il y a de cela sept ans, l'UQAM était dans une situation financière catastrophique à la suite de mauvais investissements immobiliers.

Le réinvestissement consenti à l'époque par le gouvernement – en même temps qu'il a diminué un peu l'écart qui séparait l'UQAM des autres universités en matière de financement – nous a permis, avec l'effet de relance qu'il a induit, de développer des champs d'excellence d'enseignement, de recherche et de création.

Entre 2009 et décembre 2014, la population étudiante a augmenté de 24 %; la moitié du corps professoral a été renouvelée, de nouveaux programmes ont vu le jour, plusieurs centres de recherche et des chaires ont été créés, de nombreux prix (scientifiques, artistiques et littéraires) ont été accordés.

Grâce aux professeurs, professeures qui m'entourent, certains de ces champs de force uqamiens peuvent ici être évoqués.



297

février 2016

SOMMAIRE //

- NUMÉRO SPÉCIAL : CONFÉRENCE DE PRESSE
DU CORPS PROFESSORAL – 17 FÉVRIER 2016 :
- MICHÈLE NEVERT -1
- FRANÇOIS BERGERON -2
- MICHEL LACROIX -3
- MÉLANIE MILLETTE -4
- LOUIS-CLAUDE PAQUIN -4
- MARCOS ANCELOVICI -5
- RENÉ AUDET -6
- CATHERINE TURCOTTE -7
- RACHEL CHAGNON -7
- YVES GINGRAS -8
- MICHÈLE NEVERT -8

DÉCLARATION COMMUNE
POUR UN RÉINVESTISSEMENT
DANS LES UNIVERSITÉS // -5

conférence de presse //

De droite à gauche sur la photo, les conférencières et conférenciers :

François Bergeron, Laboratoire de combinatoire et d'informatique mathématique;
 Michel Lacroix, Département d'études littéraires;
 Mélanie Millette, Département de communication sociale et publique;
 Louis-Claude Paquin, membre du Conseil d'administration de l'UQAM;
 Marcos Ancelovici, titulaire de la Chaire en sociologie des conflits sociaux;
 René Audet, directeur de l'Institut des sciences de l'environnement;
 Catherine Turcotte, Département d'éducation et formation spécialisées;
 Rachel Chagnon, directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes;
 Yves Gingras, titulaire de la Chaire en histoire et sociologie des sciences et membre du CA de l'UQAM.



Photo : Michel Giroux

// FRANÇOIS BERGERON, Laboratoire de combinatoire et d'informatique mathématique, Département de mathématiques

L'UQAM possède plusieurs pôles d'excellence en recherche scientifique de pointe : que ce soit sur les fondements mathématiques de la physique et de l'informatique, en chimie des matériaux, en modélisation du climat, en biochimie liée à la santé, en biologie environnementale, pour n'en nommer que quelques-uns.

Ces pôles contribuent de façon marquante à la société québécoise, mais leur existence est fortement précarisée par la cascade de compressions budgétaires. Déjà on constate des pertes irrémédiables.

En effet, des centres qui étaient il y a 15 ans des joyaux de la recherche québécoise souffrent de la situation actuelle. J'ai siégé sur des comités subventionnaires où, en analysant des dossiers, on se rendait compte que les candidats étaient des leaders internationaux dans leur domaine. Par exemple, le Geotop, rassemblant des gens de l'UQAM, de McGill et d'ailleurs au Québec perçus sur la scène internationale comme étant des gens spectaculaires, s'est vu fragilisé par le manque de réinvestissement, le manque de fonds. Ce qui est lamentable, car construire un tel centre prend 25 ans

d'efforts, avec chaque année de grandes subventions. S'il est inadéquatement financé, il peut disparaître en deux ans. Il prendra 25 autres années pour être reconstruit. C'est catastrophique.

C'est cependant surtout à long terme que l'impact se fera sentir, parce qu'on n'aura pas assuré la formation et la mise en place d'une relève nécessaire à la préservation de ces pôles d'excellence.

Cela représentera une perte immense en compétences de pointe pour la société québécoise, sans compter l'énorme gaspillage d'investissements importants (se comptant en plusieurs millions de dollars) qu'a fait le Québec sur des décennies pour construire cette expertise de pointe.

Il est plus qu'urgent de réinvestir dans les universités, si ce n'est que parce qu'autrement le coût de reconstruction de ces expertises nécessaires sera beaucoup plus grand que les pseudo économies momentanées associées aux compressions.

Nos infrastructures scientifiques sont menacées. □

BULLETIN DE LIAISON DU SPUQ

SPUQ-INFO, UQAM
BUREAU A-R050
C.P. 8888, SUCCURSALE CENTRE-VILLE
MONTRÉAL, QUÉBEC, H3C 3P8

TÉLÉPHONE : (514) 987-6198
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-3014
COURRIEL : spuq@uqam.ca

SITE INTERNET :
<http://www.spuq.uqam.ca>

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO//
 Marcos Ancelovici
 René Audet
 François Bergeron
 Rachel Chagnon
 Yves Gingras
 Michel Lacroix
 Mélanie Millette
 Michèle Nevert
 Louis-Claude Paquin
 Catherine Turcotte



// MICHEL LACROIX, Département d'études littéraires

Quand, dans leurs voyages à l'étranger, les Québécoises, Québécois, ministres ou non, célèbrent l'effervescence culturelle de Montréal, sans s'en douter, c'est le rôle de la Faculté des arts de l'UQAM, qu'ils célèbrent. Quand, inversement, par des séries continues de coupures dans le budget d'une université sous-financée, la nôtre, le gouvernement rend de plus en plus difficile la poursuite de sa mission, c'est cette effervescence culturelle, qui se trouve menacée.

En 1968, au moment même où l'on créait l'UQAM, la Commission d'enquête sur l'enseignement des arts, dirigé par Marcel Rioux, recommandait de faire de l'université un véritable « foyer de culture », grâce à l'enseignement des arts et au développement de la recherche, en particulier de la recherche interdisciplinaire.

Près de cinquante ans plus tard, l'UQAM a relevé pleinement ce défi : elle est la seule, au Québec, à réunir autant de domaines

artistiques; mieux encore, elle est la plus importante au Canada. Je pourrais aligner une série de chiffres, sur les 30 000 diplômés émis depuis 1969, les quelque 4000 étudiants et 200 professeurs de la Faculté, mais je veux plutôt souligner la qualité de la formation et de la recherche. Si l'UQAM, par ses professeures, professeurs, ses diplômés, ses centres d'exposition, concerts et spectacles est devenue un acteur majeur, central même, dans la vie culturelle montréalaise, et donc dans la vie culturelle québécoise, c'est parce que l'enseignement, la création et la recherche y sont de très haut niveau. On ne pourrait faire l'histoire de la culture québécoise des cinquante dernières années sans parler de nos étudiantes, étudiants, diplômées, diplômés et professeures, professeurs. Ainsi en littérature, du mouvement féministe des années 70 aux jeunes auteurs du Quartanier, en passant par la littérature migrante, Louis Hamelin, Dominique Demers ou Nelly Arcan, et j'en passe des dizaines, ce furent des uqamiens. En arts visuels, les noms de David Altmedj, Raphaëlle de Groot sont reconnus à travers le monde, ceux de Guillaume Corbeil, Carole Fréchette, Larry Tremblay le sont tout autant en théâtre, de même pour la mise en scène et la scénographie : celles de Ginette Lorrain et de Danielle Desautels... je pourrais continuer... Du côté de l'histoire de l'art, Marie Fraser a été commissaire à la Biennale de Venise, Paul Maréchal est conservateur de la collection d'art de Power Corporation et Esther Trépanier a dirigé le Musée national des beaux-arts du Québec.

De même, la liste des prix récoûtés par la Faculté donne le vertige, et elle signale que le pari de porter l'enseignement des arts et leur étude à un très haut niveau a été remporté et reconnu, y compris par le gouvernement du Québec, lequel a remis plusieurs de ses prix culturels à nos professeures, professeurs; je pense entre autres, pour les plus récents, à Laurier Lacroix et Pierre Ouellet.

Pour ce qui est de la recherche proprement dite, les résultats sont tout aussi remarquables, et l'on peut dire, que dans plusieurs domaines, le rôle des professeures, professeurs de la Faculté est central, sinon fondateur. C'est le cas, par exemple, pour l'idée de recherche-crédation, qui a été

développée et concrétisée à l'UQAM, et que défend entre autres le centre Hexagram, où on explore les formes de création numériques. C'est le cas, tout aussi bien, pour les travaux du centre Figura et de la chaire de Bertrand Gervais sur l'imaginaire contemporain et les croisements entre technologies numériques et formes de création, ceux du CRILCQ sur la modernité culturelle québécoise et les liens entre littérature, théâtre, danse, architecture, musique et arts plastiques, ceux de Daniel Chartier sur l'imaginaire nordique, de Pierre Barrette sur les téléseries québécoises, les études féministes de Thérèse Saint-Gelais, Martine Delvaux et Lori Saint-Martin, les travaux, enfin, de Mona Trudel sur le rôle de l'art dans le mieux-être, en particulier dans le cas des enfants frappés par la maladie.

Ce dernier projet de recherche est exemplaire, par ailleurs, des nombreux liens tissés entre la Faculté et la communauté. À l'École de design, par exemple, en plus de réunir des dizaines de chercheuses, chercheurs, chaque année, pendant la semaine de design international, plusieurs collaborations sont en cours avec des OSBL, et l'on verra, prochainement, un groupe d'étudiantes, d'étudiants se pencher, avec les Architectes de l'Urgence, sur la condition des immigrantes, immigrants syriens. Encore n'est-ce qu'un exemple parmi tant d'autres.

Loin d'être des pelleteurs de nuages réfugiés dans leur tour d'ivoire, ou d'être des universitaires de second ordre, les professeures, professeurs, chargées, chargés de cours, étudiantes, étudiants et diplômées, diplômés de la Faculté sont reconnus comme de tout premier plan par les milieux culturels et universitaires, au Québec et à l'étranger, et sont profondément engagés dans la vie culturelle québécoise contemporaine. Sans eux, il y aurait de vastes pans de l'histoire artistique et littéraire québécoise que personne ne connaîtrait, un vaste patrimoine qui sombrerait dans l'oubli, et d'innombrables œuvres qui n'existeraient pas. En fait, sans la Faculté des arts, la culture québécoise est difficile à imaginer et à comprendre. C'est pourquoi il importe que le gouvernement, en mettant fin à ses coupes, nous permette de continuer à poursuivre notre mission, qui consiste à faire vivre cette culture. □



// MÉLANIE MILLETTE, Département de communication sociale et publique

Je suis une jeune professeure et j'ai acquis ma formation ici. Je suis d'autant plus inquiète que, pour moi, l'UQAM a été l'occasion d'acquérir une formation de qualité qui m'a permis de travailler dans le domaine publicitaire, puis de revenir vers le milieu de la recherche, et aujourd'hui d'être devant vous à titre de professeure. Je suis en poste depuis moins de deux ans, donc ce qui se passe chez nous m'affecte au plus haut point, car j'en subirai les conséquences longtemp.

Je suis au Département de communication sociale et publique, l'une des deux entités de la jeune Faculté de communication de l'UQAM, créée en 2005, qui est l'une des rares en Amérique du Nord consacrée à la communication. J'ai choisi de travailler à l'UQAM, dans cette Faculté et au Département parce qu'ils constituent un milieu extrêmement stimulant pour moi.

Nous offrons des formations de qualité, menant à des professions ou à des études

supérieures en communication, dans des champs tels les médias numériques, les relations humaines, les relations publiques, la communication interculturelle, le marketing et l'animation culturelle. La Faculté détient quatre Chaires de recherche, dont trois sont portées par des professeurs du Département de communication :

- Chaire en relations publiques et marketing;
- Chaire UNESCO en développement et communication internationale;
- Chaire sur les usages des technologies numériques et mutations de la communication.

Nous comptons de nombreux groupes de recherche (COMsanté, LabCMO, Cinbiose, GERACII, Col@b).

Avec les compressions, nous avons des moyens limités à l'intérieur de nos murs, spécialement dans nos domaines d'expertise, compte tenu des dispositifs techniques dont nous avons souvent besoin pour effectuer les recherches en communication. Cependant,

nous en tirons le maximum et allons chercher des appuis à l'extérieur, par exemple auprès des organismes subventionnaires, parce que nous sommes passionnés et que nous croyons à notre mission de professeure, professeur et de chercheure, chercheur.

J'ai gradué ici, je travaille ici. J'aime l'UQAM et je suis inquiète pour cette Université du Québec qui a une mission et une particularité : elle est innovante et moderne, et son rôle premier a été de favoriser l'accès à l'éducation supérieure pour des personnes issues de tous les milieux.

Nous subissons des compressions, nous réussissons encore à accomplir de belles choses, mais je me demande à quel prix... Et je ne peux m'empêcher de rêver à ce que pourrait être l'UQAM si on nous redonnait le soutien nécessaire pour remplir ce rôle unique dans la société québécoise. □

// LOUIS-CLAUDE PAQUIN, membre du Conseil d'administration de l'UQAM, École des médias

Je suis inquiet pour l'UQAM.

Plutôt que de procéder à une dénonciation, je voudrais énoncer les valeurs qui sous-tendent mon engagement envers mon université.

Je fais partie de la communauté de l'UQAM depuis 30 ans, d'abord comme chercheur sous octroi puis comme professeur.

J'ai toujours participé à la cogestion de mon université, dans les comités de programme, comme vice-doyen, membre de la Commission des études et maintenant au Conseil d'administration. Bien sûr, j'en ai passé du temps dans les comités, mais c'est important pour moi d'être partie prenante.

C'est important pour moi que l'UQAM continue de :

- me permettre de faire de la recherche non subventionnée, me permettre de lire, de

réfléchir et d'écrire en marge de la pression productiviste exercée sur les universités;

- me permettre d'adopter une posture critique face aux pressions des entreprises et du gouvernement qui, par leurs politiques et via les organismes subventionnaires, cherchent à orienter l'enseignement et la production de connaissances pour répondre aux besoins du marché... et si c'était un marché de dupe ?
- me permettre de prodiguer un enseignement basé sur l'épanouissement des personnes et pas seulement sur le développement de leurs compétences techniques;
- permettre à des personnes de faire des mémoires et des thèses, même si leur profil académique et leur condition de vie sont atypiques;
- permettre aux étudiantes et étudiants de faire les mémoires et les thèses qu'elles ou ils portent en eux, même si celles-ci ne s'inscrivent pas dans les secteurs de pointe

identifiés, sinon orientés, par la recherche subventionnée;

- permettre à des personnes souffrant de handicap ou encore à des étudiantes, des étudiants étrangers non fortunés en provenance de milieux fragiles d'accomplir des mémoires et des thèses en français, de se réaliser comme j'ai pu le faire, en leur fournissant un accompagnement conséquent et adéquat.

J'ai l'intime conviction qu'il est non seulement possible, mais essentiel pour l'équilibre de notre société de faire coexister les valeurs que je viens d'énoncer avec l'excellence et la performance exigée à juste titre des universités.

Les coupures actuelles menacent en tout premier lieu ces valeurs, voilà pourquoi je suis inquiet pour l'UQAM. □



// MARCOS ANCELOVICI, titulaire de la Chaire en sociologie des conflits sociaux, Département de sociologie

Je pourrais parler de différentes choses, mais je voudrais surtout insister sur un point central : l'enracinement de l'UQAM dans la société québécoise et ce que ça implique pour la recherche.

L'UQAM n'est pas une tour d'ivoire; c'est exactement le contraire d'une tour d'ivoire : une institution profondément enracinée dans la société québécoise et donc traversée par les grands débats de la société québécoise. Que ce soit, les frais de scolarité, l'éducation, les agressions sexuelles – comme on voit régulièrement, hélas – les questions autochtones, les hydrocarbures, la charte des valeurs, il y a deux ans, notamment, tous ces débats traversent l'UQAM et sont parfois source de tension – ce dont les médias raffolent, généralement. Mais, beaucoup plus que de tensions, c'est surtout et avant tout une source de très grands débats.

Des débats qui sont une grande vitalité, une grande richesse; des débats que je n'ai jamais connus, par ailleurs, là où j'ai fait mon doctorat au MIT ni là non plus où j'ai enseigné pendant six ans comme professeur, à McGill...

Ces débats qui sont donc beaucoup plus importants à l'UQAM, je crois que c'est une grande force, un atout et une richesse de l'UQAM. En tant que sociologue, ces débats alimentent ma réflexion et mes recherches. C'est ce qui m'a convaincu de la pertinence de créer avec des collègues de science politique

de l'UQAM, de l'UdeM et de Concordia, une équipe de recherche sur la contestation au Québec (équipe subventionnée par le FQRSC); c'est ce qui m'a convaincu de la pertinence de lancer un projet pour une chaire de recherche en sociologie des conflits sociaux, qui vient tout juste d'être lancée. Tous ces projets se font en collaboration avec des spécialistes de l'action collective et des mouvements sociaux aux États-Unis, au Canada, en Europe. Les collègues que je rencontre sont généralement très curieux de comprendre comment les choses se font à l'UQAM, comment on réussit à développer une expertise sur de nombreux sujets à la croisée des débats américains et des débats européens; une chose donc propre à la recherche francophone à Montréal et en particulier à l'UQAM.

Cet enracinement de la société québécoise se manifeste de plusieurs et différentes façons : on pourrait évidemment penser au Service aux collectivités qui permettent de nombreux partenariats de recherche avec des groupes communautaires, avec des groupes de femmes, avec des syndicats. On pourrait penser aussi à l'Institut de recherches et d'études féministes, mais je laisserai ma collègue, Rachel Chagnon, en parler. On pourrait penser à la Clinique internationale de défense des droits humains, créée en 2005 à l'UQAM, qui est la première clinique de la sorte dans la francophonie et qui est devenue un modèle pour d'autres universités francophones dans le monde. On pourrait

penser au nouveau programme sur les études autochtones qui sera lancé en septembre prochain et qui répond à un manque et une lacune importante au Québec. Tout ça montre que la recherche, et évidemment les sciences humaines, mais pas uniquement, je crois, se nourrit fondamentalement des grands débats de société. Et ça suppose bien, par conséquent, que l'université est ouverte à ces débats et qu'elle est enracinée dans la société. Je crois qu'à ce niveau l'UQAM a une place privilégiée et particulière au Québec...

Pour finir, en tant que sociologue de terrain, je pars du principe qu'il faut se confronter aux phénomènes sociaux, à la réalité sociale pour pouvoir les comprendre et les expliquer. Aussi, j'inviterai le nouveau ministre de l'Éducation, Pierre Moreau, à ne pas faire comme son prédécesseur, François Blais, ne pas se retrancher derrière des portes closes, mais plutôt aller à la rencontre des universités québécoises, et à venir à l'UQAM, pour parler aux professeures, professeurs, aux chargées, chargés de cours, aux étudiantes, étudiants. Et aussi pour aller au-delà des rapports que les fonctionnaires du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur apparemment ne lisent pas, et pour, de plus, acquérir une connaissance de première main de la réalité universitaire au Québec et prendre toute la mesure de l'impact des coupes en éducation et donc de la nécessité d'un réinvestissement massif en éducation au Québec. □

DÉCLARATION COMMUNE POUR UN RÉINVESTISSEMENT DANS LES UNIVERSITÉS

SEUQAM, SCCUQ, SÉTUE, SPUQ

NOUS, MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DE L'UQAM :

NOUS OPPOSONS à toutes nouvelles compressions dans les universités québécoises;

DÉNONÇONS le projet de remplacer un financement public par une augmentation des droits de scolarité, quels qu'ils soient, incluant un financement provenant des étudiantes, étudiants étrangers;

RÉCLAMONS un réinvestissement public immédiat dans les universités et le monde de l'éducation en général;

RÉCLAMONS que l'éducation redevienne une priorité du gouvernement québécois.

// RENÉ AUDET, directeur de l'Institut des sciences de l'environnement, Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale

On peut dire que le domaine de l'environnement est dans l'ADN de l'UQAM.

Au moment où on commençait timidement à prendre conscience des problèmes environnementaux dans les années 1970, l'UQAM était précurseur en proposant une maîtrise en sciences de l'environnement qui continue d'avoir du succès après 43 ans d'existence.

Aujourd'hui, les programmes d'études qui touchent de près aux enjeux environnementaux se trouvent dans toutes les facultés et à tous les cycles.

Nous avons à l'UQAM :

- Plusieurs formations de premier cycle, dont le nouveau baccalauréat en sciences naturelles appliquées à l'environnement;
- Des programmes de maîtrise diversifiés qui abordent les enjeux de design de l'environnement, d'urbanisme, de gestion environnementale des organisations, des ressources naturelles et des écosystèmes, comme la forêt;
- Des programmes de 3^e cycle comme les doctorats en sciences de l'environnement, en science, technologie et société et en santé et société qui abordent de front les enjeux environnementaux;
- Et c'est sans compter tous les programmes courts, les certificats, les mineurs et les spécialisations en environnement.

Ces formations diversifiées en environnement font graduer chaque année des centaines

d'étudiants et d'étudiantes qui interviennent ensuite positivement dans la société québécoise.

De 2010 à 2014, l'UQAM a décerné 21 % du total québécois des diplômes de maîtrise dans les programmes classés dans la catégorie « Études plurisectorielles en environnement » par le ministère, et 44 % de ceux au doctorat .

Au niveau de la recherche en environnement, l'UQAM constitue un pôle important au pays. On compte ici sept grands centres de recherche qui travaillent sur des enjeux comme :

- l'aménagement durable de la forêt québécoise;
- la modélisation du climat à l'échelle régionale;
- l'écologie des lacs et des cours d'eau;
- les contaminants dans l'environnement;
- la santé environnementale;
- l'éducation relative à l'environnement;
- le développement durable et la transition écologique;
- etc.

Il faudrait ajouter qu'il existe aussi un grand nombre de chaires, de groupes de recherche et de laboratoires qui se rattachent de toutes sortes de façon à ce grand réseau de recherche sur l'environnement que nous avons à l'UQAM.

Je vous donne quelques chiffres sur le financement des recherches :

- Entre 2008 et 2013, les 129 chercheuses, chercheurs de l'UQAM qui travaillent en environnement sont allés chercher plus de 23 millions en subvention de recherche aux

trois conseils fédéraux (CRSH, CRSNG, IRSC);

- Au programme de Chaire du Canada (fédéral), c'est 4,4 millions;
- C'est sans compter les subventions provinciales, les contrats avec les organisations du secteur privé, dont les industriels et les fondations.

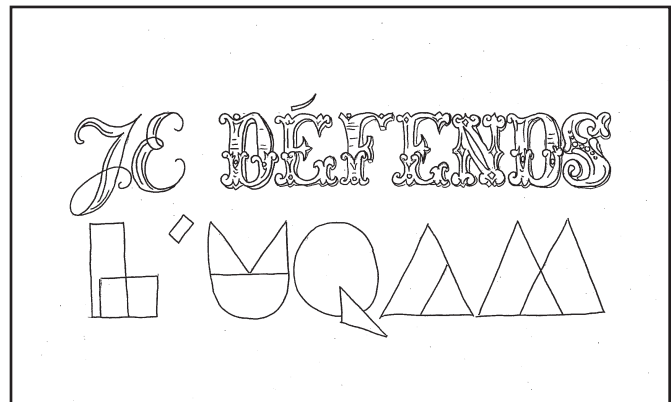
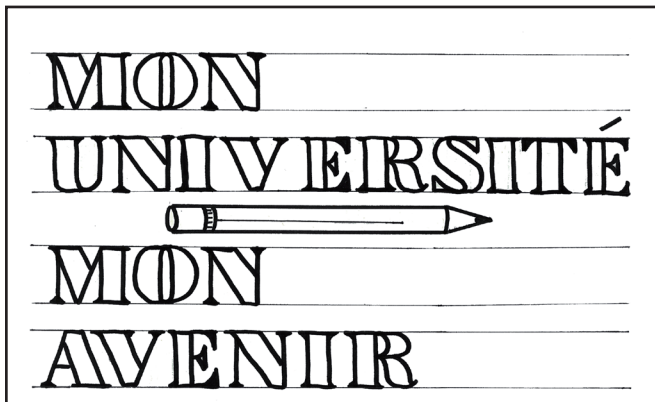
Au-delà des chiffres, ce qui fait la marque de l'UQAM, tant au niveau de la formation que de la recherche, c'est son approche interdisciplinaire dont toutes les grandes organisations de recherche font l'apologie en ce moment – notamment *Future Earth*, qui vient de s'installer à Montréal.

À l'UQAM, nous développons la collaboration interdisciplinaire en environnement depuis plus de quarante ans, notamment en nous appuyant sur l'Institut des sciences de l'environnement.

L'UQAM est donc à l'avant-garde dans le domaine de l'environnement, et c'est important de consolider et de développer notre expertise.

J'étais ravi d'entendre le premier ministre dire publiquement hier que l'avenir de l'économie québécoise ne réside pas dans les hydrocarbures.

Maintenant si nous voulons collectivement accomplir la transition écologique dont nous avons besoin pour faire face au changement climatique et pour relancer notre économie, je pense qu'une partie de l'effort réside dans le développement du savoir et dans l'éducation supérieure, donc dans les universités et bien sûr à l'UQAM. □





// CATHERINE TURCOTTE, Département d'éducation et formation spécialisées

Collaboration : Jacinthe Giroux, Département d'éducation et formation spécialisées; Jean Bélanger, Département d'éducation et formation spécialisées; Myriam Dubé, École de travail social

L'UQAM est liée aux communautés depuis sa création. Elle participe à la transformation sociale et économique de la société québécoise à travers la démocratisation du savoir sur son campus, mais aussi à l'extérieur de celui-ci.

Les relations entre l'UQAM et les communautés sont tissées d'un lien de confiance nous permettant, les professeures, professeurs, de mener des travaux qui sortent des sentiers battus. Depuis 1979, près de 600 organismes externes ont établi des partenariats avec des professeures-chercheuses, professeurs-chercheurs de l'UQAM. Ces communautés nous accueillent et nous sollicitent pour étudier et comprendre le fonctionnement de nos institutions publiques, parapubliques, communautaires et privées et pour améliorer les conditions de vie et de travail des hommes et des femmes.

Elles s'attachent aussi à améliorer les conditions de vie et d'étude de nos enfants et des étudiants de tous âges, et c'est

ce à quoi je me consacre depuis mon entrée à l'UQAM avec mes collègues des sciences de l'éducation. Nous travaillons à soutenir les enseignants, les éducateurs, les orthopédagogues dans des dizaines de commissions scolaires, de collèges, de centres de formation professionnelle, de CPE, à réaliser le mandat que la société confie à ces institutions, former des citoyens et veiller à la transmission des savoirs.

Ce n'est pas rien. Des enseignantes, enseignants qui participent à l'élaboration de nouvelles approches, des enfants et des élèves qui éclairent notre compréhension, des parents qui acceptent de se faire interroger, pour y arriver, ça prend une solide réputation en matière de recherche et de réciprocité.

Ces liens avec les communautés participent au développement de savoirs et alimentent les contenus de cours aux trois cycles universitaires. C'est en partie grâce à ces recherches et à l'articulation entre savoirs théoriques et savoirs pratiques que nos étudiantes, étudiants sont à leur tour si bien accueillis par leur milieu de stage et leur milieu de travail. D'ailleurs, les stagiaires de l'UQAM ont une excellente réputation. En éducation, elles, ils composent en grande partie la relève en enseignement dans la région de Montréal.

Ces recherches avec les communautés visent l'équité en matière d'éducation, par exemple par le développement d'approches d'enseignement du français et des mathématiques auprès des élèves et étudiants en difficulté, ayant une déficience, un handicap. Ces élèves de l'adaptation scolaire, qui sont trop souvent de grands oubliés à la fois du système et du milieu de la recherche, ne passent pas sous notre radar. Et c'est avec passion que nous menons ces projets avec les communautés, qui ont un impact sur la société québécoise, et qui exigent des subventions, la formation de centres, de chaires, d'équipes de recherches, de laboratoires, de programmes uniques de cycles supérieurs.

Cette recherche en est une d'engagement, qui encourage, voire provoque le mouvement, le dynamisme, le changement, l'émancipation d'une société qui veut faire émerger ses savoirs, les développer, les démocratiser et les adapter aux nouveaux contextes sociaux. Si c'est vrai que l'éducation n'est toujours pas une priorité au Québec, il faut croire qu'à la faculté des sciences de l'éducation et à l'UQAM, nous nageons à contre-courant, car, depuis 9 ans maintenant, je constate que l'éducation pour tous et avec tous est notre grande priorité. □

// RACHEL CHAGNON, directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes, professeure au Département de sciences juridiques

Je suis ici à titre de directrice de l'IREF pour vous parler de l'un de nos joyaux, l'IREF, une création purement et typiquement uqamienne depuis 28 ans et l'un des grands pôles de la recherche féministe et de la recherche de genre non seulement au Québec, mais aussi au Canada, et qui jouit d'une reconnaissance internationale qui s'étend tant à l'Europe qu'à l'Afrique.

L'IREF forme des spécialistes des questions de sexe et de genre depuis maintenant 25 ans, et même depuis plus longtemps, puisque nos premiers programmes en études féministes ont 40 ans : ils ont l'âge de l'UQAM.

Nous formons donc depuis 40 ans des spécialistes de la question d'égalité; nous

contribuons à faire de la société québécoise une collectivité plus juste, plus dynamique, plus performante, car – les études universitaires l'ont démontré –, les sociétés plus égalitaires sont plus dynamiques et plus prospères. Et nous sommes au cœur de cette formation et de cette prospérité...

L'IREF, par ses chercheuses, chercheurs, contribue aussi à rendre la société plus égalitaire par la création d'outils qui nous aident à mieux comprendre l'origine des inégalités et à mieux lutter contre elles. Je pense ici à la collaboration extrêmement fructueuse que nous avons avec le Service aux collectivités de l'UQAM qui nous a permis de nous inscrire au cœur de la collectivité montréalaise et québécoise à travers des collaborations (par exemple avec le Y des femmes, qui est une institution montréalaise, avec le regroupement national des maisons pour les femmes victimes de

violence conjugale), à travers la construction de savoirs, de méthodes et d'outils qui permettent de parvenir à cette société plus juste et plus équitable. C'est avec une grande fierté que je dis aujourd'hui que tout ce qui est investi, que ce soit à l'UQAM ou plus particulièrement à l'intérieur de l'IREF, est un investissement qui rapporte à la collectivité québécoise au centuple.

Alors que nous sommes au cœur des enjeux hommes femmes (on le voit avec l'affaire Gomeishi, on le voit avec la question des femmes autochtones disparues ou assassinées), plus que jamais les enjeux d'égalité nous concernent, et plus que jamais un institut comme l'IREF est vraiment un centre névralgique qui nous permet de mieux comprendre ces inégalités et de mieux les combattre. Et c'est à cela que j'aimerais que notre gouvernement s'engage. □

// YVES GINGRAS, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire et sociologie des sciences, directeur scientifique de l'Observatoire des sciences et des technologies, Département d'histoire

Comme on vient de l'entendre, à l'UQAM, on a créé un grand nombre de domaines qui ont été uniques, qui ont été à l'avant-garde : on a parlé des sciences de l'environnement, on a mentionné le domaine des rapports entre science, technologie et société, dont le Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie est le fer-de-lance (il s'agit du seul programme qui réfléchit sur les rapports science, technologie et société). Et par ce biais, on travaille aussi sur les transformations des universités, ce qui nous permet de nous apercevoir de ce qui se passe depuis quelques années. Si les domaines de recherche de l'UQAM qu'on vient de présenter ici, sont originaux et uniques, on pourra trouver dans d'autres universités du Québec des programmes tout aussi uniques. Puisque la crise dont on parle ici, est une crise de l'ensemble du système universitaire aux prises avec le manque de vision du gouvernement incapable de saisir la spécificité des universités québécoises, et je dirais aussi la spécificité, à travers le système des universités québécoises, d'une université comme l'UQAM, qui a été là, entre autres, pour former les diplômés de première génération. À ce propos et contrairement à ce qu'on peut entendre, le rattrapage chez des francophones n'est pas terminé : lorsqu'on regarde les statistiques et qu'on cesse de parler de façon abstraite, qu'on regarde les francophones, les anglophones et qu'on voit les données, il faut rappeler que les francophones ont encore des problèmes d'atteinte de l'université en ce qui concerne les premières générations.

Bref, la mission de l'UQAM n'est pas terminée, et bien que le domaine de la recherche en soit un sur lequel il est important d'insister, il ne faut jamais perdre de vue que l'université, c'est d'abord de former la société de demain et la génération qui gèrera le Québec de demain, dans l'ensemble des domaines, et pas uniquement dans les domaines professionnels. L'université est d'abord un lieu de formation de l'esprit critique qui est essentiel à une société dynamique.

La devise de l'UQAM depuis quelques années – et je l'aime beaucoup – est « Prenez position ». On vient de l'entendre ici : les chercheuses, chercheurs de l'UQAM prennent position. Mais pas seulement aujourd'hui, ils l'ont fait partout. Si vous lisez attentivement les journaux, si vous écoutez la radio et la télé, ce sont la plupart du temps, des chercheurs, chercheurs de l'UQAM qui s'expriment parce qu'elles, ils prennent position sur les enjeux de société. Il n'y a donc pas de tour d'ivoire, qui par ailleurs n'a même jamais existé.

Nous sommes ici aujourd'hui parce qu'on vient de lire une fois de plus dans les journaux que le gouvernement lance encore des ballons pour arriver à de nouvelles coupes. Des nouvelles coupes qui nous proposent des solutions ! Cependant, ces solutions sont assez paradoxales et il faut les dénoncer avant qu'elles puissent penser même être en application : au lieu de réinvestir, il s'agirait de miser sur, soi-disant, l'internationalisation. Or, derrière le mot internationalisation, on est en train de vouloir miser sur l'argent d'étudiantes, étudiants étrangers prétendument riches, comme si les étrangers étaient nécessairement riches lorsqu'ils viennent étudier ici !...

Ainsi, au lieu d'investir dans l'université parce que l'université est un lieu essentiel à la société, on nous dit : nous coupons, mais nous vous permettons d'augmenter énormément les frais de scolarité des étudiants étrangers. C'est une vision assez absurde de l'université qui n'est pas un marché économique où on attire un client consommateur, mais un lieu de formation de la pensée critique. Les travaux que l'on mène au CIRST, à l'OST (Observatoire des sciences et des technologies), sur l'université, nous font voir que dans l'actuel discours répété du premier ministre, à savoir que l'éducation est sa priorité, il faut aller au-delà des mots, puisque que nous sommes habitués depuis Orwell à nous faire dire : « La guerre, c'est la paix ». Donc, lorsqu'on nous dit « L'éducation, c'est la priorité », il faut peut-être se demander s'il ne faudrait pas en faire une lecture orwellienne, et voir que, si c'est la priorité, c'est pour cette raison qu'on va continuer à couper dans les universités. Aussi, il nous faut réagir !

L'UQAM a toujours été à l'avant-garde des débats publics, et aujourd'hui, si nous parlons en premier, c'est aussi, pour que les collègues des autres universités fassent comme nous, qu'ils prennent position publiquement pour l'avenir de l'université québécoise. □

// MICHÈLE NEVERT, Présidente

Conclusion à la conférence de presse

On le sait, mais faut-il le rappeler encore et toujours, l'UQAM forte de plus de 40 000 étudiantes, étudiants est l'une des composantes majeures du réseau universitaire québécois. C'est l'une des ressources que le Québec s'est donnée, à la fin des années soixante, pour rattraper son retard dans la formation postsecondaire

par rapport aux grandes démocraties industrialisées. Résolument urbaine et populaire depuis sa fondation, « véritable incubateur d'innovations » (pour reprendre les termes du chancelier de l'UQAM, Pierre Jeannot), notre université s'est toujours fait un point d'honneur de conjuguer excellence et accessibilité, innovation et démocratie, créativité et humanisme.

Cette mission historique – toujours aussi pertinente –, le corps professoral de l'UQAM

ne veut pas qu'elle soit mise en péril et il s'inquiète grandement – on l'aura compris – des effets engendrés par les compressions budgétaires... □